



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU BAS-RHIN

SCAN UT-67  
NS

Direction des Collectivités Locales  
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du 22 JUIN 2017

mettant en demeure la société DE RIJKE à Herrlisheim  
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

Le Préfet de la Région Grand Est  
Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2003 portant autorisation d'exploiter au titre du livre V, titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement à la Société DE RIJKE à HERRLISHEIM ;
- VU le rapport du 11 mai 2017 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;
- CONSIDÉRANT que la société DE RIJKE, dénommée ci-après "exploitant", exploite un entrepôt dont l'autorisation d'exploiter a été délivrée par arrêté préfectoral du 24 novembre 2003 susvisé ;
- CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas tenu à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs liés aux éléments de construction de l'entrepôt et de son désenfumage et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 15.2 d'arrêté préfectoral du 24 novembre 2003 susvisé ;
- CONSIDÉRANT que les portes, intérieures et extérieures, sont dépourvues de repérage visible en toute circonstance et de balisage de leur accès et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 15.3 de l'arrêté du 24 novembre 2003 susvisé ;
- CONSIDÉRANT que les rapports de contrôles périodiques des installations électriques mettent en évidence des non-conformités et que l'exploitant ne peut démontrer leur remise en état et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 15.3 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2003 susvisé ;
- CONSIDÉRANT que le système de fermeture automatique de la porte coupe-feu implantée entre les cellules n°1 et n°2 est inopérant et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 15.6 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2003 susvisé ;
- CONSIDÉRANT que l'exploitant ne procède pas à des exercices, à fréquence semestrielle, mettant en œuvre les consignes en cas d'incendie et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 15.7 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2003 susvisé ;
- CONSIDÉRANT que l'installation d'entrepasage n'est pourvue que de 3 poteaux incendie implantés à moins de 150 m du site et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 16.2 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2003 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas tenu à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des moyens de lutte contre l'incendie et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 16.2 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2003 susvisé ;

CONSIDÉRANT que des moyens de lutte contre l'incendie présents dans la cellule n°1 ne sont pas accessibles et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 16.4 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2003 susvisé ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »* ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

## ARRÊTE

### Article 1 : – Conformité technique

La société DE RIJKE, dont les installations sont sises Z.I. du Ried – 11, rue Alfred-Kastler- à Herrlisheim, est mise en demeure de respecter dans un délai de 2 mois les prescriptions des articles 15.2, 15.3, 15.6, 15.7, 16.2 et 16.4 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2003 autorisant l'exploitation des installations reprises ci-dessous :

#### *« Article 15.2*

*(...) L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs liés aux éléments de construction et de désenfumage retenus.*

#### *Article 15.3*

*(...) Toutes les portes, intérieures et extérieures, sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, et leurs accès convenablement balisés.*

*Les installations électriques sont conformes aux réglementations en vigueur. Elles sont entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.*

#### *Article 15.6*

*(...) Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement, selon des procédures écrites.*

#### *Article 15.7*

*(...) Le personnel est formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en œuvre ces consignes doivent avoir lieu tous les 6 mois, les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.*

#### *Article 16.2*

*(...) Ces ressources présentent une capacité du 660 m³/h pendant 2 heures au minimum. Elle est constituée par 4 poteaux incendie normalisés, distants de moins de 150 m du site et de 2 puits d'accès à la nappe.*

*(...) L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des moyens retenus dans cet article.*

**Article 16.4**

*(...) Tous les équipements de lutte contre l'incendie ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz...) sont convenablement repérés et facilement accessibles. »*

**Article 2 – Sanctions**

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

**Article 3 :**

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
  - le Maire de HERRLISHEIM,
  - la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand est (service de l'inspection des installations classées),
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

P.LE PRÉFET  
PAR INTERIM ET PAR DELEGATION,  
LE SECRETAIRE GENERAL



Yves SEGUY,

**Délais et voies de recours**

L'exploitant peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. À cet effet il peut saisir le tribunal administratif de Strasbourg d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'écologie. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).